



## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE MONDIALE ET SON INCIDENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT

### ANATOMIE DE LA CRISE

*D'après le Rapport du Secrétaire général sur la crise économique et financière et ses répercussions sur le développement.*

**Le monde est actuellement confronté à la plus profonde récession depuis les années 1930.** Bien qu'ils ne l'aient pas déclenchée, les pays en développement sont gravement touchés, entre autres, par la crise en raison du fléchissement des échanges commerciaux, des difficultés financières mondiales et de la diminution des envois de fonds. La pauvreté et la faim augmentent et des reculs importants se produiront vraisemblablement au niveau de la progression réalisée au prix de rudes efforts vers les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les enfants, les femmes, les travailleurs à faible salaire, les migrants et les personnes déjà désavantagées sont les plus vulnérables. Le risque d'une accélération de la dégradation environnementale s'accroît et les tensions sociales s'accroissent.

#### *Origines et causes*

**Les années précédant la crise ont été caractérisées par une forte croissance mondiale et une inflation relativement faible et stable dans la plupart des pays.** La croissance a été propulsée par des augmentations significatives de productivité dans de nombreux pays, qui, combinées à l'intégration accrue des pays en voie de développement à l'économie mondiale et à une forte expansion du commerce, a également permis aux prix de rester relativement stables pendant plusieurs années.

**Les diverses formes de la croissance, de pair avec une réglementation déficiente, ont finalement eu comme résultat des institutions financières, des entreprises et des ménages surendettés, une situation qui s'est avérée insoutenable.** Des taux d'intérêt constamment bas ont poussé les investisseurs à essayer d'obtenir des rendements plus élevés des titres, de l'immobilier et des matières premières, ainsi que des instruments financiers de plus en plus risqués. Les prix des actifs ont été poussés à la hausse à travers une large gamme d'économies industrialisées et émergentes, et de nombreux pays en voie de développement ont bénéficié des cours élevés des produits de base. Dans des publications telles que Situation et perspective de l'économie mondiale et Rapport sur le commerce et le développement, l'ONU a exprimé son inquiétude au sujet de l'endettement croissant des ménages, du secteur public et du secteur financier aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

**La quête mondiale pour un plus haut rendement a été accompagnée par des déséquilibres financiers à l'échelle internationale.** Les taux d'épargne élevés des économies en Asie et dans les pays excédentaires en pétrole ont financé des taux élevés de consommation aux États-Unis et dans certains autres pays industrialisés. Quand la confiance mondiale dans des institutions financières surendettées et dans les structures d'actifs compliquées a commencé à se dissiper en 2008, ces déséquilibres se sont manifestés. Dans une économie mondiale hautement intégrée sans réglementation adéquate, une défaillance dans une partie du système entraîne d'énormes répercussions ailleurs, comme nous le constatons aujourd'hui.

#### *Réponse à la crise*

**La crise économique mondiale présente une opportunité de multilatéralisme consolidé.** Une crise mondiale nécessite des solutions mondiales concertées.

**Les états membres ont mobilisé des ressources sur une échelle massive**, notamment 18 billions de dollars américains (presque 30 % du produit mondial brut, ou PMB) pour recapitaliser les banques, nationaliser les institutions financières et fournir des garanties sur les dépôts bancaires et autres actifs financiers ; ainsi que des plans de stimulus fiscal qui, en avril 2009 s'élevaient à 2,7 billions USD (environ 4 % du PMB), à dépenser en 2009–2011.

Les leaders du Groupe des Vingt (G20) ont également promis 1,1 billion de dollars américains de financement lors du Sommet de Londres en avril, dont 50 milliards seront consacrés à la protection sociale, au commerce et au développement dans les pays à faible revenu.

**Les orientations politiques qui rallient un soutien à l'internationale comprennent notamment:**

- la mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte rapide pour identifier et répondre aux risques du secteur financier, et surveiller la viabilité de la dette des états membres ;
- une coopération fiscale internationale consolidée visant à contrôler la fraude fiscale et à optimiser les capacités fiscales gouvernementales ;
- des réformes relatives à la crédibilité, la responsabilité et l'efficacité des institutions financières internationales ;
- des engagements visant à lutter contre le protectionnisme et trouver aux négociations sur le commerce du Cycle de Doha.

**Le système de l'ONU rassemble ses multiples ressources pour aider les pays et les populations vulnérables :**

- en fournissant un financement supplémentaire par le biais des mécanismes du système conjoint ONU-Banque mondiale, y compris le Fonds de vulnérabilité de la Banque mondiale ;
- en consolidant des programmes visant à nourrir ceux qui souffrent de la faim et étendre le soutien aux agriculteurs dans les pays en voie de développement ;
- en fournissant de l'aide pour le commerce et en finançant le commerce ;
- en promouvant des investissements à long terme, respectueuse du climat et viable du point de vue écologique ;
- par le biais d'un pacte d'emplois mondial visant à améliorer l'emploi et à fournir un travail décent à tous ; et
- en intervenant d'urgence sur le plan de l'humanitaire, de la sécurité et de la stabilité sociale.

Une nouvelle **Alerte de vulnérabilité mondiale de l'ONU** veillera à ce que la communauté internationale ne néglige pas le sort des plus pauvres et des plus vulnérables pendant qu'elle formule sa réponse à la crise.

**Les pays en développement sont plus particulièrement touchés par les carences systémiques du système financier global, mais la plupart d'entre eux ne sont pas en mesure de répondre par des mesures anticycliques.** Se trouvant à des niveaux inférieurs de développement, ils ont moins de capacité de reprise et sont ainsi plus vulnérables aux fluctuations des marchés mondiaux. En raison de leur niveau inférieur de ressources, ils sont contraints d'adopter des politiques monétaires et fiscales procycliques préjudiciables à la performance économique et à la croissance à long terme.

### ***Répercussions de la crise sur le développement***

**Le financement extérieur des pays en développement s'est tari.** Les flux nets de capitaux privés dans les économies en développement ont diminué de plus de 50 pour cent au cours de l'année 2008, passant d'un sommet de plus de 1 billion de dollars enregistré en 2007 à moins de 500 milliards de dollars. Une autre chute importante de 50 pour cent est attendue en 2009.

**Les coûts financiers externes des économies émergentes et des pays en développement sont montés en flèche.** La prime de risque sur les prêts à ces pays est passée en moyenne de 250 à environ 800 points de base en l'espace de quelques semaines pendant le 3e trimestre de 2008. Même si les écarts se sont réduits à 500 points de base en avril 2009, elle reste très élevée par rapport aux conditions normales du marché.

**La pénurie de financement abordable pourrait avoir des répercussions importantes sur les dépenses en infrastructures qui sont cruciales pour une croissance à plus long terme.**

Les investissements en projets d'infrastructures publics et privés en Afrique sub-saharienne et en Amérique latine ont considérablement diminué après diverses crises et ajustements fiscaux au cours des années 1980 et 1990 tandis que les investissements en infrastructures se sont considérablement resserrés après la crise de la fin des années 1990 en Asie de l'Est et n'étaient par revenus en 2008 aux niveaux antérieurs à la crise.

**Le coût accru des emprunts extérieurs affectera aussi la viabilité de la dette dans de nombreux pays.**

Environ 3 billions de dollars américains de dette souveraine externe, et plus d'1 billion de dollars américains de dette du secteur privé externe, viendront à échéance en 2009. Ces dettes devront être reconduites à des taux nettement plus élevés que ceux qui prévalaient lors du financement original. La soutenabilité de la dette de nombreux pays en développement sera encore davantage atteinte par la diminution des taux de croissance et la réduction des recettes d'exportation. La dette étrangère étant libellée dans les principales devises, la capacité des pays à assurer le service de la dette est très sensible aux variations des taux de change. La détérioration des conditions extérieures et l'appréciation du dollar américain depuis août 2008 ont exercé une pression à la baisse sur les devises de nombreux pays en développement. Les dépréciations ont rendu le service de la dette extérieure beaucoup plus onéreux en ce qui concerne la monnaie des pays et affectent déjà la position budgétaire des gouvernements et des entreprises. Ces facteurs mettent à rude épreuve la soutenabilité de la dette dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

**Le flux des échanges dans le monde a connu un fort déclin à partir de la fin de l'année 2008, lequel s'est poursuivi au cours du premier trimestre de 2009**

à un taux annuel de plus de 40 pour cent dans les trois mois allant jusqu'à février 2009. L'organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit que le commerce mondial des marchandises pourrait plonger de 9 pour cent pour l'ensemble de l'année 2009 tandis que Situation et Perspectives de l'Économie mondiale des Nations Unies prédit une chute encore plus accentuée de 11 pour cent, la plus importante depuis la Grande Dépression de 1930.

**La baisse importante des cours des matières premières aggrave les répercussions négatives pour de nombreux pays en voie de développement, notamment les économies qui dépendent de l'exportation de produits primaires.**

De 2002 à la mi-2008, de nombreux pays ont bénéficié de la tendance à la hausse, bien que volatile, des prix du pétrole et des matières premières non pétrolières. L'intensification de la crise financière mondiale depuis le milieu de l'année 2008 a conduit à un brusque renversement de cette tendance. Les cours du pétrole ont plongé de plus de 70 pour cent par rapport à leur point culminant de mi-2008. Le cours des métaux a fléchi de 50 pour cent, tandis que le cours des autres matières premières a aussi connu un fort recul. Parmi les exportateurs nets de matières premières, les pays à faible revenu sont les plus lourdement touchés par la chute des prix sur les marchés mondiaux alors que les exportations de produits primaires constituent, en moyenne, 70 pour cent du total de leurs exportations et qu'une forte proportion des revenus du gouvernement provient de ces exportations.

**Les flux d'envois de fonds vers les pays en développement semblent diminuer.**

Les flux d'envois dont le total a dépassé 300 milliards en 2008, presque trois fois le montant annuel officiel de l'assistance au développement (ODA) accordée aux pays en développement sont devenus une source importante de soutien des revenus servant à maintenir la consommation des ménages et les investissements dans de nombreux pays en développement. Pendant les crises antérieures, les envois de fonds avaient tendance à être anticycliques, c'est-à-dire augmentaient afin de compenser les replis économiques dans les pays d'origine, mais le fléchissement de l'activité économique pendant la crise mondiale actuelle semble limiter ces envois de fonds.

**Les flux d'envois de fonds sont également menacés en raison des contrôles croissants de l'immigration, des expulsions forcées de travailleurs immigrants et d'une diminution encore accrue de la sécurité de l'emploi de ces travailleurs.**

Avec la montée du chômage, de nombreux pays ont resserré les contrôles de l'immigration et mis en place des conditions plus strictes à l'encontre des travailleurs migrants en raison des politiques nationales ou de la pression populaire.

**Les flux d'aide risquent d'être remis en question en raison de la baisse des revenus dans les principaux pays donateurs.** Le ralentissement économique global du début des années 1990 a occasionné d'importants déficits commerciaux dans les pays donateurs qui ont entraîné des réductions importantes des APD qui sont passées de 0,30 pour cent de leur revenu national brut (RNB) en 1992 à 0,22 pour cent en 1997. De nombreux donateurs conçoivent les flux annuels d'aide comme un tantième du PNB de manière à ce que la valeur de l'aide diminue de manière proportionnelle au le revenu national même si le tantième reste fixe.

**La plupart des pays en développement risquent de connaître de graves problèmes de balance des paiements.** La Banque mondiale estime que 98 des 104 pays en développement ne vont pas pouvoir couvrir les besoins de financement extérieurs, le déficit de financement pouvant atteindre, selon les estimations, 268 milliards de dollars pour la seule année 2009, mais pourrait bien se monter à 700 milliards de dollars selon un scénario prévu de déclin supplémentaire des flux de capitaux privés et un retrait accru des capitaux. Pour les pays à revenus bas seuls, le FMI estime que le choc de la balance des paiements pourrait se monter à 140 milliards de dollars en 2009.

**Une récession prolongée du marché du travail constitue l'un des plus grands risques.** Le BIT estime qu'en raison de la crise, 50 millions au moins de personnes de plus dans le monde pourraient se trouver au chômage et que des centaines de millions pourraient tomber dans la catégorie des travailleurs pauvres. Des taux de chômage élevés risquent de persister longtemps.

**La crise économique et financière globale s'ajoute à la crise alimentaire de 2008 qui n'est pas terminée.** Selon les estimations de la FAO, 115 millions de personnes de plus ont connu la sous-alimentation en 2007 et 2008, ce qui amène le total global à près d'un milliard de personnes. En outre, plus de deux milliards de personnes souffraient déjà avant la crise de carences en micronutriments.

**Les crises économiques et financières antérieures ont montré que les récessions pèsent plus lourdement sur les femmes.** Les femmes, particulièrement dans les pays en développement, courent un plus grand risque que les hommes de se trouver dans des situations d'emploi vulnérable ou au chômage. Les éléments dont on dispose actuellement indiquent que les diverses crises économiques et financières qui ont frappé l'Amérique latine, l'Asie du Sud et l'Europe de l'Est dans les années 1990 augmentent la charge de travail domestique des femmes. Les femmes ont été souvent forcées d'absorber l'impact des réductions au niveau des dépenses publiques en soins de santé et en éducation faites en réponse à ces crises. La diminution des dépenses relatives aux programmes sociaux limite de manière disproportionnée l'accès des femmes et des filles à l'instruction et aux services de santé.

**La diminution des investissements dans les secteurs de la protection environnementale, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, de la gestion de l'eau et des terres ainsi que dans celui des mesures de reboisement pourraient ralentir les efforts visant à rendre le développement plus durable et à remédier au changement climatique.** Les investissements en infrastructures et technologies produisant peu de carbone risquent de fléchir avec le déclin global des investissements dans le monde. La baisse des prix du pétrole a également réduit l'incitation à substituer des technologies plus propres au combustible fossile.

**Une récession prolongée et une attention insuffisante aux besoins sociaux pourraient provoquer des troubles sociaux, une augmentation de la criminalité et un affaiblissement de la gouvernance.** Le fait de ne pas remédier convenablement au recul attendu concernant les cibles de réduction de la pauvreté et des autres OMD.